



## Dossier:

### Les membres de l'Association SolidaritéLuxem- bourg-Nicaragua en visite au Nicaragua

Le Nicaragua au fil des années 1983-20110

Séminaire de l'ASLN à Matagalpa en juillet 2010

Barrios pobres - 19 de Julio - Rencontre avec des jeunes bénéficiai-  
res du projet en cours

Nicaragua-Kanal: Googlemaps gegen UNO

# EDITORIAL

Cet éditorial, il faut le souligner, a déjà un « certain âge ». Il y a plusieurs raisons à cette publication tardive de certains articles prévus pour octobre 2010. Il faut néanmoins dire que l'actualité nicaraguayenne tout comme celle d'autres pays ne change pas d'un jour à l'autre. C'est pour cela que les impressions citées dans cet article ne perdent rien en leur valeur.

En arrivant à Managua le 18 juillet on ne peut pas nier une certaine tension interne. Il est vrai que c'était la veille du 31<sup>e</sup> anniversaire de la révolution sandiniste mais la raison était plutôt une certaine incertitude de revoir un pays qu'on n'avait plus visité depuis un bon moment. Quelle est la situation économique du Nicaragua, souvent comparée à celle de Haïti ? Pour le dire tout de suite, la situation des deux pays n'est pas comparable (en interprétant les images télévisées après le tremblement de terre à Haïti). Il reste énormément de gens pauvres à Managua et particulièrement à la campagne, mais on constate que les habitations et les infrastructures se sont considérablement améliorées dans les dernières années, bien que le Nicaragua ne soit rarement épargné lors des catastrophes naturelles si fréquentes dans la région.

Le voyage avait un double objectif. L'ASLN avait organisé un séminaire avec ses différents partenaires nicas. Ces derniers, ne se connaissant guère, avaient la possibilité de voir les différents projets et leur fonctionnement et d'échanger leurs points de vue y compris des critiques très constructives. Les résultats de ces visites et discussions vont certainement mener à plus de collaboration et des échanges réguliers, afin de rendre plus rationnel le déroulement des différents projets.

Le second but du voyage consistait à renouveler l'image d'un pays qu'on soutient depuis 30 ans et de revoir certains projets que l'ASLN a soutenu dans le passé. Bien qu'on n'a pas pu les visiter tous, il faut dire avec une certaine satisfaction que pas mal de gens se souviennent des écoles construites par les luxaux et que la panaderia-coopérative Marcos Garcia à Masaya produit toujours du pain.

Revenons aux projets en cours, tous, il faut le souligner, basés sur le principe de la durabilité. Il est intéressant de constater un effet multiplicateur. Le projet ADDAC initialement prévu dans un entourage de Matagalpa fonctionne très bien et se poursuit dès à présent dans la région de Rancho Grande située à 65 km. Des gens à activités diverses commencent à s'organiser dans des coopératives afin de produire et de vendre les produits d'une manière plus rationnelle. Bien que les enfants de la rue (drogue et prostitution ...) restent toujours un sujet pour les responsables d'ACAM, beaucoup d'habitants des quartiers pauvres de Masaya montrent un grand intérêt et une disposition de s'organiser eux-mêmes. A cela il faut du soutien et des perspectives pour une activité productive. La formation semble avoir pour beaucoup de Nicas un grand attrait. De plus en plus de coopératives sont prêtes à faire former sur le plan technique et administratif des jeunes coopérants. Le choix et la formation sont faits par des spécialistes de l'Université Centraméricaine (UCA).

Pour terminer il faut répéter que cet éditorial se compose exclusivement d'un assemblage d'impressions et ne prétend pas d'être analytique. Une /des analyse (s) vont suivre certainement dans les numéros prochains d'INFO-NICA,

Claude Steffen

## Le Nicaragua au fil des années, vu par un ex-brigadiste

***En 1983, j'ai eu l'occasion de visiter le Nicaragua postrévolutionnaire dans le cadre de la première brigade de solidarité envoyée par l'ASLN afin de soutenir la jeune révolution qui, à ce moment-là, passait ses premiers moments difficiles.***

### LA RÉVOLUTION SANDINISTE ET SON APPORT

Après la révolution du 19 juillet 1979, le gouvernement sandiniste révolutionnaire avait à peine réussi à stabiliser un peu la situation intérieure du pays que commençait la guerre de la « Contra ». En vue de déstabiliser le mouvement des sandinistes et pour éviter l'expansion de la révolution à des pays limitrophes comme le Salvador et le Guatemala, dans lesquels des révolutionnaires s'affrontaient aussi aux dictatures, les États-Unis d'Amérique avançaient les premiers pions d'une contre-révolution. Sous l'égide de la CIA et d'obscurs conseillers militaires, ils avaient financé et regroupé des membres de l'opposition et des anciens membres de la « Guardia Nacional » tant redoutée du dictateur Anastasio Somoza. Tous ces mercenaires s'étaient concentrés dans la jungle au nord du Nicaragua et de l'autre côté de la frontière du Honduras. De ces bases, ils menaient des raids réguliers sur le pays pour attaquer les forces de l'armée sandiniste et effectuer des sabotages. Dans le même temps, les États-Unis avaient imposé un boycott et un embargo total sur le Nicaragua. La pénurie des produits de consommation courante devint de plus en plus problématique. Le gouvernement sandiniste fut obligé d'enrôler une grande partie de la population masculine adulte dans l'armée et, évidemment, toute cette main-d'œuvre fit défaut dans l'agriculture et l'industrie nationales. Les sandinistes firent donc appel aux internationalistes du monde entier pour qu'ils viennent les aider à rentrer les récoltes essentielles à l'économie et à la survie du pays (notamment le café). D'un côté, les internationalistes aidaient à la récolte et, de l'autre côté,

ils formaient aussi un bouclier vivant et des témoins gênants dans le cas d'une intervention directe des États-Unis, intervention qui était à craindre à tout moment à cette époque-là.

la carcasse. Entre ces ruines, les habitants de Managua essayaient de survivre tant bien que mal dans des huttes en bois, carton et tôle fabriquées à la va-vite.

Les brigadistes, 160 Nord-Américains,



Suivant l'exemple d'autres organisations, l'ASLN décida d'envoyer une première brigade de quatre personnes, dont l'auteur de ces lignes faisait partie.

Quel choc, pour moi, d'entrer pour la première fois dans un pays du continent américain et, qui plus est, un pays qui figurait sur la liste des pays les plus pauvres du monde. Managua était encore quasi complètement détruit, par le terremoto (tremblement de terre) de 1972, d'une part, et par la lutte de 1979 pour occuper la ville, d'autre part. Même si ces événements dataient déjà de quelques années, on avait l'impression qu'ils s'étaient déroulés la veille. En dehors des rues qui venaient à peine d'être déblayées, tous les grands bâtiments et toutes les maisons étaient en ruines, à demi écroulés ou vacillants. De ce paysage de désastre émergeaient deux bâtiments : l'hôtel Intercontinental en forme de pyramide maya et la Bank of America, seul gratte-ciel, avec l'hôtel, à avoir été construit avec des techniques antisismiques. Mais de cette banque aussi ne restait que

une dizaine de Français et quatre Luxembourgeois, étaient logés dans une structure scolaire à l'extérieur de Managua, au kilomètre 13,5 de l'ancienne route de León. Dans le centre de Managua, aucune structure pouvant accueillir tant de monde n'avait survécu. Le jour suivant notre arrivée, tout ce beau monde fut conduit à Granada afin d'embarquer ensuite pour la ville de San Carlos au sud du pays, située au bout du lac Nicaragua et à la frontière avec le Costa Rica. Granada est une ville de style colonial, étrangement épargnée par la guerre civile, au contraire de sa jumelle, Masaya, située à trente kilomètres. Mais quelle tristesse, alors. Tout y était vieux, gris, décrépit, et il n'y avait pas un chat dans une des plus belles villes du Nicaragua ! Il faut la voir, aujourd'hui, pleine de couleurs et d'activité ; elle est la seule ville, mis à part León, où, en 2010, on peut constater une présence touristique. Mais on n'avait encore rien vu. San Carlos était vraiment le bout du monde : une rue principale, partiellement terrassée, bordée de bâtisses en bois pourri, trois petits magasins



de terres à de nombreux fermiers qui, souvent, avaient omis de régulariser cette situation et les terrains avaient été peu à peu repris par les anciens gros propriétaires terriens.

toujours aussi délaissé qu'en 1979.

Une forme de tourisme en provenance du Canada avait commencé à se développer, mais de façon éphémère car, en 2010, nous n'avons pas pu constater de progrès mais plutôt une stagnation. Les routes vers le seul centre touristique, Montelimar sur le Pacifique, sont en train de se dégrader, le trajet pour y accéder redevient pénible. Seuls León et Granada ont développé une certaine structure et les villes se sont embellies : on y voit plus de couleurs et quelques rares groupes de touristes (pour la plupart des Américains du Nord) font leur apparition. Encore que, selon notre impression, il s'agissait surtout de groupes d'organisations humanitaires d'influence religieuse (surtout des gringos).

et rien d'autre. Malheureusement, je n'ai pas eu l'occasion de revisiter San Carlos par la suite, mais j'espère que là aussi des changements en mieux se sont produits. Notre brigade s'installa finalement, après quelques turbulences au sein du groupe, dans une finca délabrée située au bord du rio Frio, une des plus jolies écosphères du Nicaragua. Je n'insisterai sur l'expérience des brigadistes sinon pour dire qu'on a eu l'occasion de vivre la vie des paysans nicaraguayens. Lors de mes différentes visites au Nicaragua en 1983, 1985, 1995, 1998 et 2010, j'ai pu constater que ces conditions n'ont quasiment pas changé : les gens sont toujours habillés de la même manière, d'un vieux pantalon ou d'une jupe avec un T-shirt délavé ou une vieille chemise en Nylon. De ce côté-là, rien de nouveau. La seule chose que le sandinisme leur ait apportée et qui perdure encore aujourd'hui, c'est la gratuité des soins médicaux. L'analphabétisme, quant à lui, a fait son retour : il fut un temps où le pays comptait 70 % de gens alphabétisés, mais ce chiffre est redescendu à 30 %.

Lors de ma deuxième participation à une brigade de récolte du café en 1986, j'ai pu voir quelques changements à Managua. Certains bâtiments avaient été reconstruits, une forme de vie sociale s'était installée, quelques magasins et restaurants venaient d'ouvrir mais, en général, Managua était resté un grand terrain vert avec des ruines, sans véritable centre. Nul progrès dans le campo (la campagne), les gens y vivaient toujours dans les mêmes conditions qu'avant. Les sandinistes avaient fait des donations

#### LES ANNÉES 1990

En 1994, quelques membres de l'ASLN se sont rendus dans le pays pour filmer nos projets et faire un bilan de 16 années de coopération. Certains des projets du début des années 1980 n'ont pu être retrouvés. En revanche, certains fonctionnaient encore à merveille, comme l'installation d'un système d'irrigation à la coopérative Camilo Ortega à Ticuantepe ou la coopérative Marcos Garcia dans le quartier de Monimbo à Masaya qui comptait 14 partenaires et qui était en expansion. Évidemment, toutes les écoles construites avec l'aide de l'ASLN fonctionnaient : difficile d'abandonner ces bâtiments une fois construits.

La situation générale du pays avait évolué, l'infrastructure des routes avait été améliorée et dans certains quartiers de Managua, comme par exemple Altamira, s'installaient les structures d'une ville moderne : des banques, des centres commerciaux, des restaurants, des garages, etc. Bien sûr, ces lieux étaient à des années-lumière du reste du pays, vu la stagnation de l'évolution de la population. On suppose que seule une petite partie aisée du pays pouvait se permettre de fréquenter ces endroits. Nous avons eu la chance, en 1997, de croiser Humberto Ortega dans le supermarché. Eh bien non, les sandinistes ne se sont pas privés de se servir dans la malle aux trésors (voir la fameuse piñata). L'infrastructure des routes dans le pays s'était améliorée, certaines modernisations en général existaient dans les infrastructures, mais malheureusement cela se limitait aux grandes villes et aux axes principaux, le reste du pays était

#### L'ENTRÉE DANS LE TROISIÈME MILLÉNAIRE

Lors de ma cinquième visite dans notre pays cible, j'ai ressenti une impression de déjà-vu. Bien qu'il y ait eu des changements entre le début des années 1980, juste après la révolution, et le milieu des années 1990, je n'en ai pas constaté de majeurs au cours des dix dernières années, si ce n'est la construction de quelques nouveaux immeubles et monuments (tous plus laids les uns que les autres). Abstraction faite de ces quelques innovations, quand je compare mes images d'antan à celles d'aujourd'hui, elles sont superposables. Une seule modification de taille : Ortega a ajouté dans le mot « Cristiano » au slogan du FSLN. Le nouveau mot d'ordre est : « Cristiana, Socialista, Solidaria ! » Quel acquis révolutionnaire, mais, lors de la cérémonie célébrant le 31e anniversaire de la révolution, le 19 juillet 2010, force a été de constater que Daniel jouissait d'un grand soutien populaire.

#### UNE AFFAIRE À SUIVRE...

Je serais curieux de voir quelle sera l'évolution de ce pays avec un tel bigot au pouvoir, un jour lèche-cul du cardinal Obando y Bravo et l'autre jour copain-copain avec Fidel Castro et Hugo Chavez.

**Gil Stoos**

## Séminaire ASLN à Matagalpa en juillet 2010

### « Trente années de coopération de l'ASLN au Nicaragua : les défis du partenariat »

*Ce séminaire a été organisé par l'Association Solidarité Luxembourg Nicaragua-ASLN dans le cadre de ses 31 ans de coopération au Nicaragua. Le président de l'ASLN, le trésorier de l'ASLN ont participé à ce séminaire ainsi que la responsable projet de l'ASLN. Les partenaires présents à ce séminaire qui s'est déroulé du 22 au 24 juillet étaient l'Association Casa Ave María-ACAM, l'Association pour la Diversification et le Développement Agricole Communal-ADDAC et L'Aire de Développement Agricole et Rurale de l'Université Centroaméricaine -ADAA/UCA .*

Au total, 16 personnes ont participé à ce séminaire (dont un secrétaire) qui s'est déroulé en 3 phases. La première journée a été consacrée aux présentations institutionnelles des 4 partenaires ainsi que des projets. La deuxième journée a consisté à réaliser des visites sur le terrain des 3 projets en cours. Trois groupes hétérogènes ont été constitué et ils ont réalisé les visites en suivant un guide de questionnement sur les principaux indicateurs de suivi d'un projet (faisabilité, durabilité, impact, efficacité etc.). La dernière journée a été dédiée à restituer les visites sur le terrain et à échanger sur les projets visités.

Une revue

sur les principales conclusions du séminaire va être élaborée et publiée en octobre prochain mais d'ors et déjà voici quelques réflexions échangées lors du séminaire par nos partenaires:

- Il est important de connaître les méthodologies d'action des autres
- Il y a eu un rapprochement entre les institutions participantes à



**Les participants du séminaire avec les membres de l'ASLN**

- ce séminaire. Les participants ont été sensibilisés à d'autres réalités que les leurs
- Le travail en secteur urbain est plus difficile qu'en secteur rural du fait de la délinquance, de la promiscuité et de l'importance de la politique politicienne
- Il y a des similitudes dans les problèmes qu'affrontent les publics cibles des 3 projets: la pauvreté, le manque de ressource et d'éducation et ce, malgré des territoires d'action différents
- Il y a eu une rétro alimentation entre les 3 partenaires qui vont incorporer les acquis de ce séminaire dans leur travail
- il est important de partager des expériences diverses et le savoir-

faire de chaque institution

- il y a une demande des partenaires de poursuivre ce type d'échange de façon régulière
- L'échange permet de renforcer les pratiques des différents partenaires présents lors de ce séminaire.

Le professionnalisme et le sérieux de nos partenaires ont été une fois de plus constatés lors de ce séminaire et cela explique notamment les bons résultats obtenus sur le terrain par les projets que nous soutenons et que vous soutenez grâce à vos dons. Encore une fois nous vous en remercions.

**Cécile Godfroy**

## Barrios pobres de Masaya – projet ACAM

Depuis toujours des villes comme Masaya (150.000 habitants) ont présenté un certain attrait pour bon nombre de nicas secoués par le chômage ou le tremblement de terre à Managua en 1972. Et le Nicaragua ne

fait pas exception quand on parle des conséquences d'un afflux de gens. Certains quartiers se sont construits d'une manière plus ou moins sauvage avec les conséquences mondialement connues. Drogue, prostitution, aucune

perspective de subsistance par voie « légale ». Une partie de ces barrios pobres essaye de survivre dans le cadre du projet « Casa Ave Maria » subventionné par l'ASLN depuis pas mal d'années. Les gens commencent à s'organiser dans des comités de quartier et à organiser beaucoup de choses de la vie quotidienne eux-mêmes. Le plus important manque cependant toujours. Vivre et améliorer ses conditions de vie reste lié à un travail productif, ce qui n'est pour le moment pas encore le cas pour la grande majorité des habitants de ces quartiers. Participer au travail artisanal de Masaya (mondialement reconnu) reste pour ces gens une illusion. Travailler la terre est pour le moment difficile car les propriétaires de vastes terrains à proximité de ces barrios refuse de céder (vendre ou louer) toute manzana à « ces criminels ».

**Steve**



## Transport

Toute économie digne de se nom repose sur un transport efficace. Et celui-ci se montre toujours assez vulnérable. Le transport ferroviaire a été mis à la retraite en 1990 par le gouvernement Chamorro pour qui il n'était plus profitable. En ce qui concerne les routes il faut dire que tout ce qu'on peut intituler ainsi se trouve dans un assez bon état mais leur nombre reste limité. Restent les pistes et chemins ruraux, par lesquels doit s'effectuer une grande partie du transport de personnes et de marchandises. Des voyages de 20 km se transforment souvent en entreprises pénibles, surtout pendant la période des pluies. Un remède à cette situation serait la construction de routes, très chère, tout Européen le sait aussi. Réparer ou améliorer les pistes en serait un autre, alternative assez logique et moins coûteuse,

mais lorsqu'on sait qu'il y a plus de 160 petits tremblements de terre par mois ( !!! ), ceci s'avère souvent être un travail de Sisyphe.

Pour leurs courses personnelles et

des « petits » transports les nicas ont découvert le vtt. Un phénomène inimaginable il y a 20 ans où la voiture privée représentait un but primaire à atteindre pour chacun.

**Steve**



## 19 de julio – 31<sup>e</sup> anniversaire de la révolution sandiniste



«Ortega cristiano-solidario-socialista » était un slogan omniprésent partout au Nicaragua, mais surtout à Managua. Dans plusieurs anciens numéros de INFO-NICA nous avons publié des articles critiquant fortement l'alliance du président, ou faudrait-il mieux dire de son épouse, avec le cardinal Obando, anciennement adversaire farouche de la révolution sandiniste et adepte de la Contra dans les années 80. Surtout le « cristiano » en relation avec le cardinal n'est pas approuvé par une majorité des membres du FSLN ni par l'église catholique sur le terrain. Pour le moment le FSLN cherche des candidats pour remplacer

le « comandante » Daniel lors des élections à venir mais se heurte à des magouilles de Ortega. La base du parti, bien que présente aux fiestas du 31<sup>e</sup> anniversaire de la révolution, continue en grande partie de suivre des idéaux révolutionnaires. Quand on parle d'acquis de la révolution on ne parle pas de la nomenclatura sandiniste mais plutôt d'auto-organisation. (voir projets) Pour conclure un détail assez piquant concernant la loi réactionnaire sur l'avortement. Parmi les rares félicitations au gouvernement nica il faut souligner celle de l'Opus Dei.

Steve

Dans les prochains mois, ADDAC va donc peser de tout son poids dans l'organisation de la société civile pour

que les petits producteurs ne soient pas encore une fois les perdants.

**Cécile Godfroy**

## Les mines, un fléau qui menace l'environnement et les communautés rurales de Rancho Grande

Comme dans de très nombreux pays du Sud, les richesses naturelles et minières font l'objet de nombreuses convoitises -principalement étrangères- au Nicaragua et ce, surtout dans les provinces les plus reculées comme c'est le cas avec la région de Rancho Grande dans le département de Matagalpa.

L'activité minière est présente sur 10% du territoire nicaraguayen et elle fournit presque 1% du PIB. Le principal problème est que les mines détruisent l'environnement surtout si elles sont à ciel ouvert, qu'elles contaminent les sols avec leurs rejets et qu'elles obligent les habitants à se déplacer car leurs terrains deviennent improductifs.

Depuis plusieurs mois, l'entreprise publique MINESA est en phase de prospection dans la région de Rancho Grande car apparemment, il y aurait de l'or et du titan dans la région. La municipalité de Rancho Grande qui est libérale a donné son aval à MINESA pour la prospection mais pour l'exploitation, MINESA devra avoir l'accord du gouvernement central.

La société civile commence à s'organiser pour refuser l'exploitation minière qui sera un désastre pour l'environnement et les producteurs qui seront expropriés. ADDAC, en tant qu'acteur local à Rancho Grande fait partie intégrante de ce mouvement. L'avantage d'ADDAC c'est qu'il est reconnu à la fois par les petits paysans et par la municipalité. ADDAC est un allié stratégique très important au niveau de la production de la municipalité : depuis la présence d'ADDAC dans la zone, les producteurs de cacao ont changé leur façon de travailler et de vendre. Une communication s'est établie entre ADDAC et la municipalité d'autant plus qu'il y a peu d'ONG qui interviennent dans la zone.

## Rencontre avec des jeunes bénéficiaires du projet en cours avec ADAA/UCA

**Cristina**



Les 12 premiers mois du projet d'ADAA/UCA « Formation de jeunes ruraux et renforcement des organisations paysannes des départements de León et Chinandega » se sont très bien déroulés. 33 jeunes membres de 15 coopératives paysannes participent actuellement au projet. Lors de la mission réalisée en juillet 2010, j'ai eu l'occasion de rencontrer et de discuter avec 10 jeunes dont la plupart étaient des femmes.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir plus longuement avec Cristina Yuderling Urai Blandon, une jeune femme de 23 ans. Elle est très enthousiaste vis-à-vis de la formation suivie grâce au projet car cela lui permet d'acquérir des connaissances tout en renforçant son association : la coopérative La Esperanza. Cette coopérative a été créée en 1997 et depuis quelques années elle se dédie totalement à la production de bananes plantain (31 millions d'unités par an). Le renouvellement des membres est important pour assurer sa pérennité alors la coopérative prépare des jeunes pour la relève, en général ce

sont des fils et filles des membres comme Cristina.

Les motivations pour intégrer cette formation de la UCA sont diverses: volonté que la coopérative produise et vende davantage, volonté d'améliorer la situation des familles qui vivent de la production de banane, être un exemple pour les autres jeunes de la zone, importance d'avoir des bourses pour étudier, un diplôme et un métier.

### Entrevue avec Cristina Yuderling Urai Blandon

*ASLN: Quel âge avez-vous et quelle est votre situation familiale ?*

Cristina: J'ai 23 ans, je suis mère célibataire d'un petit garçon de 2 ans.

*ASLN: Où vivez-vous ?*

Cristina: Je vis à Pancasan, dans la municipalité de Puerto Morasan. Je vis chez mes parents qui m'aident.

*ASLN: Quelles ont été vos motivations*

*pour intégrer le programme d'ADAA/UCA ?*

Cristina: je veux acquérir plus de connaissances et pouvoir les transmettre à d'autres personnes. Je veux apprendre à élaborer des plans d'affaire. Avant d'intégrer ce programme, j'ai étudié la psychologie à l'Université pendant un an. J'ai aussi suivi des cours à INATEC sur la culture de la banane et j'ai été promotrice en santé sexuelle.

*ASLN: Y-a-t'il des matières qui sont plus difficile pour vous dans la formation ?*

Cristina: Le plus difficile pour moi en ce moment c'est de présenter mon travail devant un public, l'expression orale. Ce qui est bien c'est que l'on travaille souvent ensemble tous les 6, on fait des travaux de groupe.

*ASLN: Comment voyez-vous votre futur ?*

Cristina: Assez positif car je vais être formée. Je tire des bénéfices de la coopérative et je vais leur en apporter.

Propos recueillis par Cécile Godfroy

En fait, toutes les entrevues réalisées ont montré qu'il est important pour les jeunes de faire partie du développement des coopératives et des communautés : les jeunes appuient les coopératives et vice-versa. Ce projet pourra aussi servir d'exemple pour freiner la forte émigration des jeunes dans la région.

En fait, toutes les entrevues réalisées ont montré qu'il est important pour les jeunes de faire partie du développement des coopératives et des communautés : les jeunes appuient les coopératives et vice-versa. Ce projet pourra aussi servir d'exemple pour freiner la forte émigration des jeunes dans la région.

**Cécile Godfroy**

# Zahl schwangerschaftsbedingter Todesfälle höher als in offizieller Statistik

(Rio de Janeiro, 31. Mai 2010, púlsar).-Laut einem Bericht des Frauenkollektivs von Matagalpa gibt es Nicaraguanerinnen, die sich noch nie einer ärztlichen Untersuchung unterzogen haben. Die Gesundheitsexpertin des Kollektivs, Ana Ara, erklärt hierzu, dass in den offiziellen Statistiken nur diejenigen schwangerschaftsbedingten Todesfälle von Frauen registriert würden, bei denen sich die Frauen zuvor einer ärztlichen Behandlung unterzogen hatten.

Es gebe aber Fälle, bei denen der Tod einer Frau offiziell nicht als schwangerschaftsbedingt registriert werde, weshalb dann auch keine Analyse der Todesursache stattfinde, so Ara. In diesem Zusammenhang kritisierte die Expertin das im Jahr 2006 verschärfte Abtreibungsgesetz. Es verbietet ausnahmslos alle Abtreibungen, auch die so genannte therapeutische Abtreibung, die auf medizinische Gründe zurückgeht. ÄrztInnen müssen seitdem mit harten Strafen rechnen, wenn sie einen Schwangerschaftsabbruch einleiten, auch falls dies notwendig wäre, um das Leben der betroffenen Frau zu retten.



Wir konnten uns selbst vor Ort von dieser Realität überzeugen, hier ein Auszug aus dem Nuevo Diario vom 31. Juli 2010 wo beschrieben wird, dass Jugendliche zu anderen Medikamenten greifen, wo der normalerweise unerwünschte Nebeneffekt eine Abtreibung ist, wie hier Cytotec, was für die Behandlung von Magengeschwüren bestimmt ist. GS



Nach offiziellen Angaben des Nicaraguanischen Instituts zur Information über Entwicklung (Instituto Nicaragüense de Información para el Desarrollo) leben in Nicaragua drei Millionen Frauen, davon eine Million unter der Armutsgrenze. Allein im Jahr 2009 wurden jeden Monat 350 Frauen vergewaltigt und 69 aufgrund ihrer Geschlechtszugehörigkeit ermordet. Die Mehrzahl der Opfer waren Analphabetinnen.

(Latein-Amerika Nachrichten)

# GOOGLEMAPS CONTRA UNO

## NICARAGUA UND COSTA-RICA STREITEN VOR DEM INTERNATIONALEN GERICHTSHOF IN DEN HAAG UM DEN GRENZFLUSS SAN JUAN

Costa Rica und Nicaragua streiten seit Jahrhunderten um den Grenzfluss San Juan. Vor dem Internationalen Gerichtshof in Den Haag geht es nun um eine 27 Quadratkilometer große Flussinsel in der Mündung zum Atlantik. Costa Ricas Regierung wirft dem Nachbarland die Invasion der Flussinsel und die Zerstörung des dortigen Bioservats vor. Nicaraguas Präsident Ortega rechtfertigt die Rodungs- und Baggerarbeiten im Mündungsdelta mit der Schiffbarmachung des San Juan – und erneuert die Utopie vom „Großen Kanal«.

Der San Juan ist mehr als ein Fluss. Rund 200 Kilometer durchquert er den zentralamerikanischen Isthmus auf seinem Weg vom Nicaraguasee zum Atlantik und bildet dabei mit seiner Vielzahl von Nebenflüssen und Mündungsbecken die unübersichtliche Grenze der Staaten Nicaragua und Costa Rica. Heute bahnen sich die Migrations der globalisierten Welt ihren Weg durch den Grenzraum San Juan in eine vermeintlich bessere Zukunft und setzen dabei die Geschichte des Flusses als Ort der Utopien fort. Scharen von Goldsuchern bereisten einst den San Juan auf ihrem Weg an die amerikanische Westküste. Für die internationale Solidaritätsbewegung begann die Reise in das sandinistische Nicaragua oft über den San Juan, während der Schriftsteller Ernesto Cardenal die Utopie des Tomas Morus auf den Inseln Solitiname am San Juan sich zu verwirklichen glaubte. Auch Gioconda Bellis Dystopie Waslala findet am San Juan eine Bühne. Vor allem aber prägte der San Juan von den spanischen Chronisten der

Kolonialzeit über die Abenteurer der beginnenden Moderne bis heute die Utopie eines transozeanischen Kanals.

Seit der Entstehung der zentralamerikanischen Nationalstaaten streiten Costa Rica und Nicaragua um diesen utopischen Raum, an dem Mark Twain 1866 in seinen Reisetagebüchern auf dem



Weg von San Francisco nach New York einen Bürgerkrieg heraufziehen sah. Im Vertrag von Jerez-Caña war 1858 das Gebiet nördlich sowie die Hoheitsrechte über den Fluss Nicaragua azugeschrieben worden. Doch weil Grenzen eben mehr sind als Linien auf Landkarten, bildet der San Juan bis heute das Konfliktfeld zwischen Costa Rica und Nicaragua. Ein Urteil des Internationalen Gerichtshof hatte die Souveränität des nördlichen Nachbarn zuletzt 2009 bestätigt und dabei Costa Rica untersagt, Mitglieder seiner Sicherheitsbehörden auf dem Fluss patrouillieren zu lassen. Zu Beginn des Jahres 2011 verhandeln Costa Rica und Nicaragua nun erneut in Den Haag über den San Juan. Diesmal geht es um den Grenzverlauf im Mündungsdelta.

„Auf die Lagune von Harbour Head stoßend verläuft die Grenzlinie nach links, nach Südosten und fährt von dort am Ufer der Lagune entlang fort, um den Harbour herum bis sie am nächstgelegenen Flussbett auf den eigentlichen Fluss trifft« So lautete der Schiedsspruch des US-amerikanischen Ingenieurs Edward Portes Alexander über den Verlauf der Grenze zwischen Costa Rica und

Nicaragua an der Atlantikmündung des Río San Juan aus dem Jahr 1897 US-Präsident Cleveland hatte Alexander als Schiedsmann gesandt, nachdem die jeweiligen Vermessungskommissionen Ende des 19. Jahrhunderts zu unterschiedlichen Ergebnissen bei der Kartographierung des Grenzverlaufs beider Länder gekommen waren. Harbour Head, auf spanisch Laguna Portillo, ist das südliche Mündungsbecken des San Juan. Von dort fließt der Hauptarm des Flusses nach Norden, schlägt einen Bogen und zieht weiter nach Südwesten. Das Landstück, das dieser Bogen zwischen der Laguna Portillo und dem Fluss umschließt, ist die nördliche Spitze der Flussinsel Calera und nach dem Schiedsspruch Alexanders costaricanisches Territorium. Seit August 2010 wird dieser Grenzverlauf jedoch von Nicaraguas Regierung in Zweifel gezogen. Im Rahmen der Wiederschiffbarmachung der Atlantikmündung wurde zwischen San Juan und der Laguna Portillo ein 1.500 Meter langer Kanal ausgehoben. Luftaufnahmen der Vereinten Nationen belegen die Veränderung des Wasserlaufes im Zuge fortschreitender Rodungen und damit herbeigeführter Bodenerosion zwischen August und Dezember 2010. Die nicaraguanische Regierung behauptet jedoch, die direkte Verbindung zwischen San Juan und Laguna Portillo sei ein natürliches Flussbett und im Zuge der Wiederschiffbarmachung des San Juan von ihren Ablagerungen befreit worden. Vor allem sei, so die Ansicht der Regierung Ortega, die Verbindung zwischen San Juan und Laguna Portillo das „nächstgelegene Flussbett“ welches Alexander 1897 zur Grenze erklärt hatte. Der Nordzipfel der Isla Calero sei demnach nicaraguanisches Territorium. Unverhoffte Unterstützung bekam Nicaragua mit seiner Sichtweise von GoogleMaps. Der Internet-Kartendienst weist die nördliche Insel Calera bis heute als nicaraguanisches Territorium aus. Vor dem Internationalen Gerichtshof in Den Haag hat Nicaragua deshalb die Neuverhandlung des Grenzverlaufs

beantragt.

Costa Rica erhebt gegen das Nachbarland in Den Haag im Gegenzug Anklage wegen der Zerstörung eines sensiblen Naturschutzgebietes. Der Grenzverlauf sei unstrittig – so die Position der Vertreterinnen aus San José – und müsse nicht verhandelt werden. Unterstützung bekommt die costaricanische Position dabei auch vom UN-Forschungsinstitut UNITAR und deren Satellitenprogramm UNOSAT. Die im Internet veröffentlichten Satellitenaufnahmen dokumentieren detailliert die Flussaushebungs- und Rodungsarbeiten des Nachbarlandes auf der Isla Calera. Der neu entstandene Kanal zwischen der Laguna Portillo und San Juan zeige keine Hinweise auf eine natürliche Entstehung. „Auch deutet die Anordnung der Vegetation nicht auf eine natürliche Strömungsänderung aufgrund saisonaler Hochwasser hin“, schreibt UNITAR in ihrem Bericht über die Auswertung von Satellitenaufnahmen des Mündungsdeltas zwischen 1979 und 2010.

Angesichts der klaren Faktenlage über den Grenzübertritt hatte im Dezember letzten Jahres die Organisation Amerikanischer Staaten (OAS) das Vorgehen der nicaraguanischen Regierung mehrheitlich verurteilt. 24

Mitgliedsstaaten stimmten einer Resolution zu, in der Nicaragua zum Rückzug von der Isla Calera aufgefordert wird. Einzig Venezuela stimmte damals für die Position Managuas. Ortega hatte daraufhin mit dem Austritt seines Landes aus der OAS gedroht und blieb bei seiner Sichtweise: Die Arbeiten am Flussbett des San Juan dienen der Wiederschiffbarmachung und damit der Aufrechterhaltung der

Hoheitsrechte des Landes über den Fluss. Notwendig geworden seien die Flussarbeiten vor allem deshalb, weil Costa Rica durch die Ausbaggerung des südlichen Mündungsarms am Rio Colorado die Flussbettes des San Juan habe versanden lassen. Vor allem neue Bewässerungsanlagen zur Ausweitung industrieller Landwirtschaft im Nordosten Costa Ricas hätten die Pegelstände des San Juan negativ beeinträchtigt. Tatsächlich führt der Nebenfluss Colorado auf costaricanischer Seite der Grenze weit mehr Wasser zum Atlantik als der nördliche San Juan. 25 km vor der Atlantikmündung teilen sich beide Flüsse. Allerdings sind die Ursachen für die unterschiedliche Entwicklung beider Mündungsarme umstritten. Costaricanische Wissenschaftler, wie der Geologe Freddy Pacheco, behaupten, die

für den Nicaragua-Kanal vorgesehen war, sei so weitgehend versandet. Aus diesen Gründen, so Pacheco, hätten sich die USA damals für den Panamakanal entschieden. Eine Machbarkeitsstudie Nicaraguas aus dem Jahr 2006 kam zu dem Ergebnis, dass eine schiffbare transozeanische Verbindung über den San Juan wegen der geologischen Bedingungen unmöglich sei. Die zwischen 16 und 46 Meter hohe Sandschicht ließe sich nur mit unverhältnismäßig hohem Einsatz von Mitteln entfernen und würde zudem dauerhaft das Schleusensystem eines schiffbaren Kanals gefährden, hieß es in dem Bericht.

Dennoch wird in den Medien beider Länder als Hintergrund des Konflikts vor allem über einen Kanalbau spekuliert. Haben doch der weltweit



Wasserläufe des San Juan seien an der Atlantikmündung bereits zu Mitte des 19. Jahrhunderts versandet. Vor allem Segmentabspülungen von Vulkanen hätten das nördliche Flussbett verstopft und gleichzeitig den Colorado anschwellen lassen. Auch das Mündungsbecken um San Juan de Nicaragua (engl. Greytown), das im 19. Jahrhundert als Tiefseehafen

stark wachsende Seehandel und neue geopolitische Interessen der globalen Schwellenländer in den letzten Jahren die Pläne einer transozeanischen Verbindung wieder aktuell werden lassen. Nach Angaben der nicaraguanischen Tageszeitung La Prensa haben im Juli 2010 die Bauarbeiten für einen Tiefseehafen in Monkey Point an der Atlantikküste

durch südkoreanische Investoren begonnen. Anstatt eines Wasserweges sollen von dem wenige Kilometer südlich von Bluefields gelegenen Hafen Eisenbahnschienen die Atlantikküste Nicaraguas mit dem am Pazifik gelegenen Punta de Pie Gigante verbinden.

Das von Ex-Präsident Arnoldo Alemán bereits 1999 beschlossene Projekt soll jedoch nur der Anfang für den Aufstieg des Landes zum globalen Handelszentrum sein. So konkretisierte eine Machbarkeitsstudie im Auftrag der Regierung Bolaños aus dem Jahr 2006 die Pläne für eine Wasserstraße durch die Landenge. Die Präsidialkommission bezifferte das Investitionsvolumen damals auf 18 Milliarden US-Dollar. Der 280 Kilometer lange Kanal sollte nach seiner Fertigstellung Schiffe mit Kapazitäten von 250.000 Tonnen passieren lassen und damit weit mehr als der Panamakanal. Auf der Suche

nach internationalen Kreditgeberinnen soll Ortega angeblich im Oktober 2009 in den Vereinigten Arabischen Emiraten erfolgreich gewesen sein. Auch Russland soll interessiert sein. Der Río San Juan spielt in diesen Plänen jedoch keine Rolle mehr. Die Machbarkeitsstudie der Regierung Bolaños empfiehlt eine Route von der Isla de Venado über den Río Rama und Río Oyate, über den Nicaraguasee nach Rivas und von dort nach Brito am Pazifik.

Und doch taugt die Utopie vom Kanal als perfektes Wahlkampfthema für Präsident Ortega. Denn obwohl der „Große Kanal“ wohl niemals über den San Juan führen wird – auch nach Erdbeben und Bürgerkriegen ist der San Juan ein Raum zum Träumen geblieben. Noch immer steht der Fluss, der im 19. Jahrhundert Ingenieurinnen, Investorinnen und Politikerinnen weltweit als Favorit für den Bau eines Kanals galt, in

Nicaragua für die Versprechen der Moderne, für Fortschritt und Wohlstand. Die Beschwörung eines nationalen Verteidigungskampfes des San Juan gegen den ewigen Rivalen Costa Rica kann deshalb in Nicaragua über alle Lagergrenzen hinweg WählerInnen mobilisieren. Für seine Wiederwahl im November hat Präsident Ortega also unabhängig der Entscheidung in Den Haag alle Trümpfe in der Hand.

*Jan Ullrich*  
**Lateinamerika Nachrichten 440**

## ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'ASLN

Lundi 20 juin 2011  
au Circolo E. Curiel à 18H30

107, rte. d'Esch L-1471 Luxembourg

### Ordre du jour:

1. Rapport d'activité
2. Nos projets en cours
3. Rapport financier
4. Nos projets futurs
5. Divers